

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Contre la douleur, l'hypnose en milieu hospitalier
A 10

MONDE

L'ambassadeur de Chine au Canada fait une mise en garde | **A 7**

ACTUALITÉS

Le gouvernement Trudeau a tendu la main aux partis d'opposition à l'occasion du discours du Trône, ce qui lui a déjà valu l'appui du Bloc québécois
A 5

Polytechnique, 30 ans plus tard

Se souvenir d'une génération à l'autre
A 2

Regards croisés sur le 6 décembre 1989, les chroniques de Francine Pelletier et d'Aurélie Lanctôt
A 2 ET A 3



Déni de féminicide, l'éditorial de Marie-Andrée Chouinard
A 8

Les mots en « f », la chronique de Josée Blanchette
B 10

III ARCHIVES

L'urgence référendaire

Sitôt devenu chef du gouvernement, Jacques Parizeau mobilise son Conseil des ministres autour de l'objectif numéro un

MARCO BÉLAIR-CIRINO
DAVE NOËL
À QUÉBEC
LE DEVOIR



« La campagne référendaire a déjà débuté », lance Jacques Parizeau après s'être assis pour la première fois sur le siège réservé au chef du gouvernement dans la salle du Conseil des ministres du « Bunker » de la Grande-Allée, le 28 septembre 1994.

Même si le Parti québécois n'avait obtenu que 13 744 voix de plus que le Parti libéral du Québec, le gouvernement Parizeau se met en tête de demander aux Québécois de se prononcer sur leur avenir politique dans un horizon de huit à dix mois. Bref, au printemps de 1995. « Entre nous,

VOIR PAGE A 4 : URGENCE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

III DESTITUTION

Des accusations seront déposées contre Donald Trump

La Chambre des représentants devrait voter avant l'ajournement de Noël

GUILLAUME LEPAGE
LE DEVOIR

Exposé plus que jamais à une destitution, Donald Trump devrait être officiellement mis en accusation d'ici Noël, notamment pour « abus de pouvoir ». Une procédure éminemment politique qui s'est accélérée dans les derniers jours, mais qui se butera à la majorité républicaine du Sénat et aux alliés qu'y compte le président américain.

« Le président ne nous laisse pas d'autre choix parce qu'il a de nouveau essayé de corrompre nos élections pour son propre bénéfice », a lancé jeudi matin devant la presse Nancy Pelosi.

La leader de la majorité démocrate à la Chambre des représentants a ainsi chargé la commission des affaires juridiques de rédiger l'acte d'accusation contre le locataire de la Maison-Blanche. Le président Trump a « commis un abus de pouvoir, affaibli notre sécurité nationale et mis en danger l'intégrité de nos élections », a fait valoir M^{me} Pelosi.

Il y a fort à parier que les 435 représentants de la chambre se prononcent sur ces mises en accusation d'ici la fin de la session en cours, soit le 20 décembre. Le dossier pourrait donc atterrir devant le Sénat dès le retour du congé des Fêtes.

Pour rappel, c'est un coup de fil passé le 25 juillet par M. Trump au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui

II [le président Trump] a de nouveau essayé de corrompre nos élections pour son propre bénéfice.

NANCY PELOSI



sous-tend la procédure de destitution actuelle. Le républicain est soupçonné d'avoir demandé à son homologue, pendant cet entretien, d'enquêter sur l'entourage de Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama et candidat à la primaire démocrate.

Pour parvenir à ses fins, M. Trump aurait suspendu une aide militaire de près de 400 millions de dollars à l'Ukraine et fait miroiter une invitation officielle à Washington au président Zelensky — une information confirmée par des témoins entendus devant la commission. Le tout avec l'aide de son avocat personnel, l'ex-maire de New York Rudy Giuliani.

Les démocrates voient dans cette manœuvre du président un « abus de pouvoir » à des fins personnelles. Ce que réfute en bloc le principal intéressé, selon qui aucun accord « donnant-donnant » — le fameux « quid pro quo » — n'a été conclu entre son gou-

La bonne nouvelle, c'est que les républicains n'ont jamais été aussi unis. Nous allons gagner.

DONALD TRUMP



vernement et l'Ukraine.

« La bonne nouvelle, c'est que les républicains n'ont jamais été aussi unis. Nous allons gagner », a réagi Donald Trump sur son compte Twitter jeudi. Il souhaite d'ailleurs que le processus de destitution se fasse rapidement, « afin que nous puissions avoir un procès équitable au Sénat et qu'on retourne ensuite au travail », a-t-il écrit.

Pari « risqué »

Avec sa sortie publique jeudi matin, Nancy Pelosi a clos la vaste enquête qu'elle avait elle-même lancée le 24 septembre dernier. En l'espace de plus de deux mois, six commissions de la Chambre ont été mobilisées, et 17 personnes ont été auditionnées. Un nombre en deçà toutefois des visées de la commission du renseignement de la Chambre des représentants.

VOIR PAGE A 10 : DESTITUTION



Pour suivre l'actualité en continu et lire nos critiques de

spectacles, consultez nos plateformes numériques.

INDEX

Avis légaux.....	B8	Idées.....	A9
Culture.....	B1	Météo.....	B9
Décès.....	B6	Monde.....	A6
Économie.....	B6	Mots croisés.....	B9
Éditorial.....	A8	Sports.....	B9
Grille TV.....	B2	Sudoku.....	B9

